

Brochure n° 3348

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2666. – CONSEILS D'ARCHITECTURE,  
D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**AVENANT N° 17 DU 3 DÉCEMBRE 2013  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>er</sup> janvier 2014**

NOR : ASET1450136M  
IDCC : 2666

Le présent accord a pour objet, dans le cadre de l'article L. 2441-1 portant sur la négociation annuelle des salaires, de réévaluer les salaires minimaux de la branche des CAUE.

Après avoir examiné les moyennes de salaires issues de l'observatoire des métiers et des qualifications de la convention collective des CAUE basées sur les masses salariales de 2012 ainsi que l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les partenaires sociaux ont souhaité modifier la grille des salaires minimaux de la convention collective des CAUE,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant s'applique aux entreprises visées par le champ d'application de la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du 24 mai 2007.

**Article 2**

*Modification de la grille des salaires minimaux de la convention collective des CAUE*

La grille des salaires minimaux sur la base de 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures mensuelles, est réévaluée. Les nouvelles valeurs sont les suivantes :

(En euros.)

	COEFFICIENT	VALEUR
Niveau I		
Position 1	300	1 587
Position 2	320	1 693
Niveau II		
Position 1	340	1 799
Position 2	360	1 905
Niveau III		

	COEFFICIENT	VALEUR
Position 1	400	2 116
Position 2	440	2 328
Position 3	500	2 645
Niveau IV		
Position 1	530	2 738
Position 2	560	2893
Position 3	600	3 100
Niveau V		
Position 1	700	3 580

### Article 3

#### *Date d'effet, dépôt, extension*

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

La validation de cet accord est subordonnée à sa signature par une ou plusieurs organisations syndicales de salariés représentatives ayant recueilli, aux élections prises en compte pour la mesure de l'audience prévue au 3° de l'article L. 2122-5 ou, le cas échéant, aux élections visées à l'article L. 2122-6 (pour les TPE), au moins 30 % des suffrages exprimés en faveur d'organisations reconnues représentatives à ce niveau, quel que soit le nombre de votants, et à l'absence d'opposition d'une ou plusieurs organisations syndicales de salariés représentatives ayant recueilli la majorité des suffrages exprimés en faveur des mêmes organisations à ces mêmes élections, quel que soit le nombre de votants.

L'opposition est exprimée dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de cet accord ou de cette convention, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-8.

Sous réserve de l'application de l'article L. 2236-6 susmentionné, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail et de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Le présent accord est ouvert à la signature jusqu'au 15 décembre 2013.

Fait à Paris, le 3 décembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FNCAUE.

#### **Syndicats de salariés :**

CFE-CGC BTP ;

FG FO construction ;

FNCB SYNATPAU CFDT ;

fédération BATIMAT-TP CFTC.